

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 04/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **REVIVAL**

ZAC Lazzaro  
Rue de l'EUROPE  
14460 Colombelles

Références : 2025-337  
Code AIOT : 0005302916

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement REVIVAL implanté ZAC Lazzaro Rue de l'Europe 14460 Colombelles. L'inspection a été annoncée le 29/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL
- ZAC Lazzaro Rue de l'Europe 14460 Colombelles
- Code AIOT : 0005302916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette installation de collecte et de tri/transit de déchet de métaux, de papiers/cartons et de batteries est couverte par l'arrêté d'autorisation du 26 août 1997 modifié en dernier lieu le 3 mai 2013. L'exploitant a sollicité l'inspection des installations classées et le service de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) afin de faire le point sur le fonctionnement actuel du site et sur ses évolutions potentielles.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le SDIS a recommandé la mise en place d'une bâche incendie en complément de l'eau apportée par les poteaux incendie afin de disposer d'une ressource interne au site, disposition à laquelle l'inspection des installations classées souscrit.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 26/08/1997, article Article 14.6	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit d'une part réaliser les travaux de réhabilitation de sa dalle afin de rétablir son caractère imperméable et d'autre part transmettre un dossier à l'administration avant de mettre en œuvre les modifications projetées.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques et capacités			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
<b>Rubrique</b>	<b>Désignation des Activités</b>	<b>Régime*</b>	<b>Description des installations</b>

2713-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.</p> <p>La surface est supérieure ou égale à 1 000 m<sup>2</sup>.</p>	A	La surface totale dédiée à cette activité est de <b>2 000 m<sup>2</sup></b> .
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup>.</p>	A	Le volume maximal de papiers/cartons susceptible d'être présente est de <b>1 200 m<sup>3</sup></b> .
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations</p>	A	<p>Regroupement de batteries usagées.</p> <p>La quantité maximale susceptible d'être présente est de <b>40 t</b>.</p>

	<p>préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.</p> <p>La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 tonne.</p>		
2791-2	<p>Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</p> <p>La quantité de déchets traités est inférieure à 10 t/j.</p>	DC	<p>Découpage à la cisaille crocodile de déchets métalliques : <b>1 t/j</b></p> <p>Découpage au chalumeau de déchets métalliques : <b>7 t/j</b></p> <p>La quantité de déchets traités est de <b>8 t/j</b>.</p>
2710-1	<p>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial des déchets :</p> <p>Collecte de déchets dangereux :</p> <p>La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est supérieure à 1 tonnes et inférieure à 7 tonnes.</p>	DC	<p>Apport de batteries usagées.</p> <p>Quantité maximale de déchets présents = 2 t</p>

2710-2	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial des déchets : Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup> .	DC	Apports de déchets métalliques (ferreux et non ferreux).  Volume maximal de déchets présents : = 250 m <sup>3</sup> .
--------	---	----	---

\* A = Autorisation, DC = Déclaration avec contrôle

Le tableau ci-dessus présente les rubriques et capacités pour lesquelles l'exploitant est autorisé.

#### Constats :

La visite n'a pas mis en évidence de dépassement des capacités autorisées du site. L'exploitant a en particulier déclaré un tonnage présent de 11 tonnes de batteries, tonnage inférieur au maximum autorisé fixé à 40 tonnes (pour la partie transit relevant de la rubrique 2718). L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'il souhaitait à l'avenir développer une activité de dépollution de véhicules hors d'usage sur le site. Il est rappelé que cette activité relève de la rubrique ICPE 2712 et qu'elle n'est plus soumise à agrément comme précisé dans l'article R543-155-1 du code de l'environnement cité ci-dessous :

*"II. - Tout centre VHU disposant d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 peut réaliser les opérations de gestion de tout véhicule hors d'usage correspondant à la catégorie d'agrément de l'éco-organisme. Il peut laisser, en l'état, à disposition des systèmes individuels les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26.*

*Tout centre VHU ne disposant pas d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 ne peut réaliser que les opérations de gestion de véhicules hors d'usage pour lesquelles il dispose d'un contrat conclu avec le système individuel du producteur de ces véhicules. Il laisse, en l'état, à disposition des autres systèmes individuels ou éco-organismes les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26.*

*Tout centre VHU mentionné au précédent alinéa peut proposer aux systèmes individuels et aux éco-organismes avec lesquels il n'a pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26, d'assurer la gestion des véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et qui relèveraient de ces systèmes individuels ou éco-organismes.*

*En cas d'acceptation de la proposition du centre VHU par un éco-organisme, ce dernier propose au centre VHU de conclure le contrat type mentionné au II de l'article R. 543-160, dans les conditions prévues au III du même article.*

*En cas d'acceptation de la proposition du centre VHU par un système individuel, ce dernier propose au centre VHU de conclure le contrat type mentionné au II de l'article R. 543-161.*

*La proposition du centre VHU est réputée refusée en l'absence d'acceptation par le système individuel ou l'éco-organisme dans un délai de deux mois suivant la réception de la proposition.*

*individuel ou l'éco-organisme dans un délai de deux mois suivant la réception de la proposition. Lorsqu'un véhicule hors d'usage remis à un centre VHU ne relève de l'agrément d'aucun éco-organisme ou système individuel, ce centre peut réaliser les opérations de gestion de ce véhicule."*

Cette activité relève du régime de l'enregistrement lorsque la surface de l'installation est supérieure à 100 m<sup>2</sup>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Concernant la demande de modification du site, il est rappelé que quelque soit le régime, toute modification notable doit être portée à l'attention de l'administration en amont de sa réalisation. Cette modification sera instruite en application des articles R181-46 et R122-2 du code de l'environnement. L'exploitant est par ailleurs invité à prendre connaissance :

- d'une part de la note relative à la modification des ICPE du 21 décembre 2021 s'il souhaite approfondir les modalités d'application des articles précités,
- et d'autre part de l'article R122-3-1 qui précise les informations à fournir dans le cas d'une demande de cas par cas.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Conditions de stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/08/1997, article Article 14.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Etat de la plateforme

**Prescription contrôlée :**

Les aires de stockage de métaux sont étanches.

**Constats :**

L'inspectrice a constaté que la dalle présentait un état de dégradation avancé par endroits. L'exploitant ne stocke pas de déchets au sol directement sur ces zones. Pour autant, il convient d'intervenir urgemment afin de garantir l'étanchéité de la zone car les eaux de ruissellement provenant des zones de stockage adjacentes pourraient s'y écouler.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser des travaux de réhabilitation de sa dalle sous 4 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois